

Tous unis autour des sidérurgistes

Journées de solidarité avec les sidérurgistes, organisées par le PCML

Voir pages 3, 4, 5 et 6

Samedi 28 et dimanche 29 avril 1979 - No 1 082

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

RADIO-TELEVISION

Quand Brejnev parle d'agression

«**N**OUS sommes pour la maîtrise de soi, pour une démarche pondérée, mais nous sommes aussi pour une ferme riposte à l'agression si cela s'avère nécessaire. Quand dans une partie du monde, on s'efforce de substituer la force au droit, l'hostilité et le diktat au bon voisinage, personne ne peut rester indifférent ».

Qui parle ainsi de riposte à l'agression, qui condamne le diktat et le recours à la force ? Est-ce le dirigeant d'un pays victime d'un diktat ou d'une agression ? Non, il s'agit de Brejnev lors de l'allocution qu'il a prononcée en recevant Giscard.

Evidemment, Brejnev en faisant allusion au diktat et à l'agression visait la Chine, la Chine qui, en repoussant il y a quelques semaines, les troupes vietnamiennes n'a fait que se défendre. Tous les impérialistes, tous les agresseurs ont toujours ainsi travesti la réalité afin de tromper l'opinion, afin d'intimider les faibles et les capitulaires, afin de justifier leurs propres agressions.

En effet, si l'on examine la politique de l'URSS, il est facile de comprendre que ses dirigeants agissent comme l'ont fait avant eux (et encore aujourd'hui dans une moindre mesure) les impérialistes américains. Qui a en effet envahi la Tchécoslovaquie en 1968, qui a envoyé des mercenaires en Angola, qui soutient à bout de bras l'invasion vietnamienne au Kampuchea (Cambodge), qui encadre l'armée éthiopienne et les mercenaires cubains en Erythrée ? Qui, sinon Brejnev lui-même ?

S'il y a donc un agresseur, si quelqu'un menace la paix mondiale aujourd'hui, c'est certainement l'impérialisme soviétique.

Brejnev a fait de nouveau à Giscard la leçon sur la détente, sur la lutte contre la course aux armements. Mais qui pratique la course aux armements sinon les USA et surtout l'URSS, principale force militaire mondiale avec les USA, et qui jouit d'une supériorité incontestable du point de vue militaire, même sur les USA, si l'on considère l'ensemble des données politiques et militaires. Brejnev se permet de parler de détente alors même que l'URSS vient d'installer en RDA des missiles pointés sur l'Europe.

Or, il est bien évident que ce n'est pas l'Europe qui menace l'URSS mais bien plutôt l'URSS qui menace l'Europe. Les trois quarts de l'immense armée du Pacte de Varsovie sont, en effet, massés sur les frontières avec les pays de l'Europe de l'Ouest.

Giscard, fidèle à sa politique de capitulation devant les exigences de Moscou, a, lui, affirmé que « le moment est venu de franchir une nouvelle étape » dans le dialogue et la coopération avec l'URSS. Ceci ne peut que combler d'aise Brejnev et l'inciter à poursuivre sa politique impérialiste, à poursuivre l'agression, à menacer la paix mondiale.

Henri MAZERAU

Grave attaque contre le droit de grève

Le projet Vivien qui restreint le droit de grève à la radio et à la télévision a été voté à l'Assemblée nationale par l'UDF et le RPR qui pour l'occasion ont oublié leurs querelles. Ultérieurement le pouvoir espère l'étendre à toute la fonction publique

Voir page 2

Les sionistes poursuivent leur agression au Sud-Liban

Jeudi, l'armée israélienne a bombardé une nouvelle fois le Sud-Liban et les camps palestiniens de réfugiés

POUR la cinquième journée consécutive, les forces sionistes ont bombardé jeudi le Sud-Liban et les camps palestiniens de réfugiés, situés dans la région de Nabatieh. En dépit d'un cessez-le-feu qui avait été négocié dans la journée de mercredi par les forces internationales de la FINUL — les Casques bleus stationnés dans la région depuis l'invasion sioniste de mars 1978 —, les troupes israéliennes ont repris les bombardements dans la nuit de mercredi à jeudi. Deux villes importantes du Sud-Liban, Tyr et Saïda (la troisième ville du Liban), ont été particulièrement visées. Les dégâts et le nombre de victimes dans la population civile seraient assez importants à Tyr. A Saïda, une

attaque de vedettes israéliennes a été repoussée après un violent échange de tirs de canon.

Le nombre total des victimes des bombardements et des tirs d'artillerie sionistes atteindrait maintenant plus de 40 morts parmi la population civile.

D'après l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), les sionistes auraient également effectué, ces derniers jours, plusieurs bombardements aériens sur les camps de réfugiés, au sud de Beyrouth. Ces bombardements sur des populations que les sionistes ont chassées de chez elles et réduites à l'état d'assistées et de réfugiées permanentes ne peuvent que soulever le cœur. Derrière les sourires de Begin, se profilent là l'ombre du criminel de guerre

de Deir Yassin, le massacre de tout un village palestinien, en 1948, qui lui a valu sa réputation dans les milieux sionistes.

C'est mercredi également que l'Égypte et Israël ont échangé les instruments de ratification de l'accord de paix entre les deux pays. C'est dans le Sinai, dans la région délimitée, que s'est produit, sans grande cérémonie, cet échange qui officialise la fin de l'état de guerre. Des difficultés de dernière heure sont d'ailleurs apparues sur les deux points sur lesquels le flou subsiste. D'une part, le texte israélien du traité était divisé en deux documents : l'un sur le traité, l'autre sur l'avenir des territoires occupés. Cette présentation des textes étant susceptible d'interprétations

permettant aux sionistes de dissocier les deux points, celle-ci fut refusée par la délégation égyptienne. Le second point de divergence était de savoir si l'autonomie prévue pour les territoires occupés dans les cinq ans devait s'appliquer normalement aux territoires ou, comme le prétendent les sionistes, simplement aux populations, ce qui constitue une sinistre farce.

Le problème a dû être réglé par un nouvel échange de lettres entre les deux gouvernements. Il n'en reste pas moins que, malgré la signature de l'accord, cet incident de dernière heure prouve à l'évidence qu'aucun des points principaux de l'accord n'est en fait réglé.

S. F.

Le droit de grève remis en question à la radio et à la télé

PARALLELEMENT aux licenciements de grande ampleur, à la hausse des prix, etc. le pouvoir s'attaque aux libertés démocratiques. La dernière de ces attaques a été portée jeudi 26 avril contre le droit de grève à la radio et à la télévision. L'Assemblée nationale a adopté, en effet, jeudi un projet de loi présenté par le député RPR Vivien, destiné à réglementer, donc à réduire, le droit de grève dans ces deux secteurs. Les travailleurs pourront se déclarer en grève, ils devront néanmoins travailler si la direction le décide.

Le projet Vivien avait été déposé à l'Assemblée nationale le 20 mars, 48 heures après une grève-surprise des techniciens de Télédiffusion de France (TDF). Il avait été aussitôt consigné par 192 députés de la majorité. Il est venu en discussion devant les députés avec une rapidité tout à fait exceptionnelle. Pour faire ses mauvais coups, le pouvoir n'hésite pas à précipiter les choses.

La disposition principale de ce projet qui a été voté par les députés UDF et RPR, toutes querelles cessantes, est la suivante : en cas de grève, « le président de chaque société (les trois chaînes, la SFP et TDF) peut, si la situation l'exige, requérir les catégories de personnel ou les agents qui doivent demeurer en fonction pour assurer la continuité des éléments du service public ».

Au titre de cette loi, la notion de service minimum n'est plus directement liée à celle de grève et est donc mise sur la touche. Les présidents des chaînes peuvent réquisitionner les grévistes pour leur faire assurer un service normal. Par conséquent, le personnel de la radio et de la télévision pourra toujours se déclarer en grève, si les directions le désirent, il devra néanmoins travailler.

Après cela, Vivien, le promoteur de cette loi, expliquait à l'Assemblée « qu'il n'est pas, bien sûr, question de porter atteinte au droit de grève ». Les députés de la majorité se sont succédé pour dénoncer « les abus du droit de grève », pour parler du « droit à l'information et à la culture, aussi nécessaire que le droit à l'eau et à l'électricité ». Quant au droit au travail pour lequel se sont battus les travailleurs de la SFP et de la radio-

télévision, ces députés ont évidemment oublié de la défendre.

La restriction du droit de grève à la radio-télévision pourrait prélever à celle du droit dans ce qu'on appelle à tort le service public. Après les menaces d'interdiction des manifestations dans le centre des villes, avec projet de liquidation de la plupart des droits des travailleurs immigrés, après les jugements arbitraires des manifestants du 23 mars, après la mise en résidence surveillée des réfugiés basques, la restriction du droit de grève montre que le pouvoir est bien décidé à s'attaquer de front aux libertés fondamentales.

La lutte contre cette offensive ne pourra pas trouver d'issue victorieuse dans les seuls discours et votes parlementaires. C'est en mobilisant les travailleurs qu'il sera possible de faire échec à ces empiètements successifs.

H. M.

CAMBODGE

La famine guette dans les zones sous contrôle vietnamien

IL y a un peu plus de quatre ans, la paix était rétablie au Cambodge après cinq années de lutte armée antiaméricaine. Quatre ans au cours desquels des succès indéniables ont été remportés : succès contre la famine, avec la garantie de 312 kg de riz par an et par personne ; succès contre la malaria, enrayée à plus de 80 % ; succès contre la mortalité infantile qui était passée de 127 pour 1 000 dans les années 60 à 13 pour 1 000 ; succès dans le domaine de la santé en général avec un hôpital ou centre médical pour 100 familles ; succès contre les inondations dévastatrices avec la construction d'un efficace réseau d'irrigation ; succès contre l'analphabétisme (75 % d'illettrés avant 1975) enrayé par la mise en place d'écoles dans la coopérative, fréquentées l'après-midi par les jeunes après leur travail aux champs.



C'était quelques mois avant l'invasion vietnamienne.

tion, ces succès sont remis en cause. En effet, toutes les structures économiques et l'organisation politique mises en place en quatre ans ont été démantelées. Un exemple, un seul, mais édifiant : les journalistes occidentaux annoncent une grande famine au Cambodge, dans les régions sous contrôle vietnamien. La pénurie de riz qui avait frappé le Vietnam l'année dernière n'épargnera pas le Cambod-

REMIS EN CAUSE

Aujourd'hui, dans les régions sous contrôle de l'armée vietnamienne d'occupa-

ge cette année. N'est-ce pas là une nouvelle raison de soutenir la lutte du peuple cambodgien et d'exiger le retrait des troupes d'occupation vietnamiennes. Pour cela, soyons nombreux à la manifestation samedi 28 avril, à 10 heures-Grenelle, à l'appel du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique. Claude LIRIA

23e CONGRES DU PCF

Ellenstein, Parmelin et les Kehayan

Débat public sur «L'URSS en question»

JEUUDI 26 avril, un millier de personnes se sont rassemblées dans le chapiteau de la FNAC-Montparnasse à Paris pour assister au débat « L'URSS en questions », animé par cinq membres du PCF, Jean Ellenstein, Nina et Jean Kehayan, Hélène Parmelin et Efim Etkind. Les animateurs du débat sont passés par des itinéraires différents. Ils expriment des positions divergentes tant sur l'évolution de l'URSS que sur les pays socialistes en général, sur l'attitude officielle du PCF par rapport à l'URSS. Mais le point que nous soulignons délibérément, c'est l'unanimité de tous les participants pour dénoncer — ce que, nous, nous appelons le caractère social-fasciste de l'URSS.

C'est Efim Etkind, universitaire soviétique, qui a entamé le réquisitoire contre l'URSS et le régime soviétique. Il a rappelé comment il a été d'abord déchu de ses fonctions universitaires, puis de la citoyenneté soviétique, sur un rapport du KGB, établissant qu'il avait eu des relations avec Soljenitsine.

comme les Arméniens et l'attitude grand russe des nouveaux tsars du Kremlin. Oppression des minorités nationales, oppression quotidienne.

UNE REPRESSION CYNIQUE ET IMPITOYABLE

Comme le soulignait Hélène Parmelin : « En URSS, c'est un crime d'appartenir à un groupement de défense des droits de l'homme ».

Les camps, nous n'avons plus à revenir là-dessus, sauf peut-être sur le cynisme de Brejnev qui fait fabriquer par les prisonniers, dans les camps, les oursins, symbole des jeux olympiques de Moscou, de même l'ordre de Lénine porté par Brejnev !

UN TEL PAYS PEUT-IL ETRE SOCIALISTE ?

Le débat « URSS en question », ce fut aussi l'interrogation de Nina Kehayan : « Est-ce que se poser

la question : ce pays est-il socialiste ? Et y répondre affirmativement en s'appuyant sur l'argument : les moyens de production appartiennent à l'Etat, donc cet Etat est socialiste, suffit-il ? Car dans cette perspective, l'URSS est socialiste. Or, un pays qui bafoue les libertés, les droits les plus élémentaires de ses peuples, qui piétine les libertés et l'indépendance d'autres pays, peut-il être socialiste ? Non ».

A ce propos, l'hégémonie de l'URSS a été vigoureusement dénoncée par Hélène Parmelin. L'occupation de l'Erythrée par l'URSS a été maintes fois mentionnée et par les animateurs et par la salle. Hélène Parmelin, toujours, a assuré de sa solidarité les militants de la Charte 77 (Tchécoslovaquie) et du KOR (Pologne).

L'URSS ET LE 23e CONGRES

Des militants du PCF qui discutent de l'URSS, cela nous a bien entendu amené à parler du PCF et de l'URSS. Le projet de résolution du 23e congrès du PCF, notant que la politique de l'URSS est globalement positive, a été vigoureusement et unanimement condamnée. « Quelles que soient les décisions du 23e congrès, on ne pourra pas prétendre que le bilan de l'URSS est globalement positif » (Ellenstein).

« On ne peut pas dire qu'il y a des comportements condamnables dans la démocratie socialiste sovié-

tique, comme le prétend Marchais, car pour cela, il faudrait qu'il y ait démocratie et il n'y en a pas ».

Géné par le mouvement de condamnation du régime soviétique, oui, le PCF-officiel l'est, mais plus encore par le courant de solidarité des militants du PCF avec les peuples opprimés d'URSS. Nous ne retiendrons aujourd'hui que le blocage du PCF, contre le livre des Kehayan, « La rue du prolétaire rouge », la non-parution — pour le moment — de la contribution que les Kehayan ont fait parvenir aux tribunes de discussion de l'Humanité sur le PCF et l'URSS.

Nathalie VILLOTIERS

Les coups de gueule de Chirac

L'acidité de Chirac et de Debré s'explique : l'avenir n'est guère rose pour eux. Le récent sondage de l'IFOP marque un renversement de la majorité : 32 % à l'UDF, 15,5 % au RPR, 28 % au PS et 18 % au PCF. Auparavant, le RPR tenait le haut du pavé. A présent, c'est la liste UDF, regroupant plusieurs groupes politiques, qui est majoritaire dans la majorité présidentielle.

Certaines personnalités sur lesquelles le RPR comptait s'appuyer s'esquivaient. Citons Debatisse, l'expresident de la FNSEA (*), qui a décliné l'offre du RPR et qui figure, en revanche, sur la liste UDF. Citons Baudis, maire de Toulouse, prévu sur la liste RPR et qui est sur la liste UDF.

Citons Colette Bécourt Foch à qui le RPR a proposé d'être la vice-présidente du Comité national de soutien à la liste DIFE (**) et qui s'en excuse. Citons Edgar Faure qui, sentant toujours le bon vent, a préféré se ranger sous la bannière de Simone Veil.

Enfin, des propres membres du RPR se défilent aussi. Les onze ministres et secrétaires d'Etat du RPR ont déclaré : « La politique suivie par le président de la République et son gouvernement est dans le droit fil de ses deux prédécesseurs ». Michel Coimtat, député RPR de l'Ille-et-Vilaine, sou-

ligne : « En matière européenne, le RPR n'est plus un rassemblement mais une secte débréiste ».

Cela va mal pour le RPR. Et plus il est isolé, plus il devient hargneux vis-à-vis de l'UDF.

Après l'évocation de la politique du général De Gaulle, les divergences sur les pouvoirs de l'Assemblée européenne, le nouveau cheval de bataille qu'enfourche à présent Chirac concerne la légitimité de Giscard. Son raisonnement se décompose en trois points. Premièrement, Barre soutient la liste UDF. Deuxièmement, une hypothèse, Giscard soutient lui aussi la liste UDF. Troisièmement, une autre hypothèse, la liste UDF n'obtient que 30 % des votes exprimés le 10 juin. La légitimité du gouvernement serait alors contestable puisque la moitié des électeurs ne se seraient pas prononcés pour le choix que Giscard aurait fait.

La partie est chaude. Le RPR ne lorgne pas uniquement sur le scrutin européen, il y a l'échéance des présidentielles. Il ne voit guère d'un bon œil le rapprochement entre les positions « centristes » de l'UDF et le PS.

(*) FNSEA : Fédération nationale du syndicat des exploitants agricoles. (**) DIFE : Défense des intérêts de la France en Europe, dénomination officielle de la liste RPR.

L'HUMANITE ROUGE - Samedi 28 et dimanche 29 avril 1979



Vous pouvez commander cette brochure au journal Prix : 3 francs.

Tous unis autour des sidérurgistes !

Journées de solidarité organisées par le PCML

DUNKERQUE LE 29 AVRIL Meeting à 14h, salle du Fort-Louis

DENAIN LE 30 AVRIL Meeting à 15h, salle des conférences, rue Roger Salengro

FAMECK (LORRAINE) LE 13 MAI Centre social, rue de Touraine

LES lettres de licenciements vont bientôt arriver massivement à Denain et en Lorraine. Les hommes du capital, Giscard-Barre et compagnie, sont bien décidés à poursuivre leur plan de « restructuration », à jeter à la rue ouvriers et ouvrières par dizaines de milliers. Et pour ce faire, ils s'en prennent aux droits démocratiques durement conquis dans le passé, le droit de grève, le droit de manifester, les libertés syndicales.

Le Nord et la Lorraine sont sérieusement touchés. Mais c'est toute la classe ouvrière qui est visée. Hier, c'étaient ceux de la navale, de la chaussure, du textile. Demain, ceux de l'électronique sont menacés.

Pour faire face, pour riposter efficacement, il faut combattre en rangs serrés, ensemble, en même temps contre nos ennemis communs, le capital et ses hommes au pouvoir, Giscard-Barre. Il faut absolument l'unité de la classe ouvrière.

Les sidérurgistes ne sont pas seuls. Une volonté profonde de solidarité s'est manifestée et monte de partout. Et pourtant, combien de divisions dans l'action, combien de contre-temps, de ratés, de malentendus ?

Les bourgeois comptent sur ces divisions, les exploitent, les organisent, les suscitent. Les décisions des chefs politiques et syndicaux de la classe ouvrière y contribuent aussi bien souvent.

Aujourd'hui, plus que jamais, il urge de renforcer la solidarité de classe autour des sidérurgistes, de tous les travailleurs menacés, il urge de se battre dans l'unité.

Nos ennemis communs, nous les connais-

sons bien. Inutile de détourner nos coups qui vers l'Allemagne, qui vers Bruxelles, qui vers le PS. Nous les connaissons bien, nos ennemis : nos patrons, leurs banquiers, leurs hommes au pouvoir, les Ceyrac, Giscard, Barre et compagnie.

C'est contre eux que doivent se concentrer tous les coups, converger toutes les luttes.

Dans l'unité de tous : chômeurs et actifs, ceux qui sont menacés de licenciements et les autres, jeunes et femmes plus touchés par le chômage. Français et immigrés que le pouvoir matraque et expulse.

Lutter ensemble, c'est gagner l'unité des syndiqués et des non-syndiqués, c'est gagner l'unité des ouvriers cégétistes et des cédétistes.

C'est construire l'unité à la base à l'atelier, dans l'entreprise, à l'intérieur d'un même trust, d'une branche à l'autre. C'est faire exister et se développer la solidarité internationale des travailleurs.

C'est faire converger autour de la bataille

pour l'emploi les autres luttes pour les salaires, les conditions de vie et de travail, les libertés syndicales et démocratiques.

Lutter ensemble, en même temps, c'est surmonter l'esprit de boutique des organisations politiques et aussi syndicales.

La classe ouvrière a les mêmes intérêts, les mêmes aspirations, le même idéal. Il appartient à chacun et chacune de ses fils et filles de construire, de consolider, de développer la solidarité de sa classe.

Notre Parti, le Parti communiste marxiste-léniniste, s'efforce de mettre sa pierre à l'édifice pour l'unité. Voilà pourquoi, il a organisé ces journées de solidarité à Dunkerque, Denain, les 29 et 30 avril et à Fameck, en Lorraine, le 13 mai.

Des travailleurs de tout le pays apporteront leur solidarité, s'informeront, échangeront des avis et des expériences ; ils connaîtront mieux leurs difficultés mutuelles, leurs efforts réciproques, leurs espoirs communs ; ils se comprendront mieux et resserreront leurs liens, travaillant ainsi à construire l'unité dont la classe ouvrière a le plus besoin aujourd'hui.

C'est une contribution modeste et encore limitée ; il faudra bien d'autres luttes, bien d'autres rencontres, bien d'autres efforts pour l'unité. Nous souhaitons que ces journées permettent de montrer que la solidarité et l'unité sont nécessaires et possibles, que, tête haute et rangs serrés, la classe ouvrière de notre pays y puisera confiance et détermination dans ses forces et dans l'avenir.

Le secrétariat du Comité central du PCML
Le 27 avril 1979.



Mobilisation des régions, débrayages et messages dans tout le pays

La classe ouvrière serre les rangs autour des sidérurgistes en lutte

EN décembre 1978, la sentence des plans aciers tombait, jetant des milliers de sidérurgistes dans la rue avant la fin 1980. Deux villes rayées de la carte, Longwy et Denain. Depuis lors, les sidérurgistes sont en première ligne pour la lutte pour l'emploi. Mais ils ne sont pas seuls. Ils ont rencontré sous des formes multiples et à de nombreuses occasions la solidarité des autres travailleurs. C'est à cette solidarité, à l'unité de la classe ouvrière que notre parti entend contribuer à la mesure de ses modestes moyens, à l'occasion des rencontres de Dunkerque, Denain et Fameck.

La solidarité, les sidérurgistes savent ce que ça veut dire !

Souvenons-nous : les premières réactions sont venues de Lorraine ; elles ont été massives dès le début. Toute la population a répondu le 19 décembre à l'opération « ville-morte de Longwy » et le 12 janvier c'étaient des dizaines de milliers de travailleurs qui défilaient à Metz autour des sidérurgistes de Sacilor et de Sollac.

Au même moment, aux Services centraux d'Usinor massivement occupés à Trith-St-Léger près de Denain, des travailleurs d'autres entreprises viennent rendre visite aux sidérurgistes et même occuper avec eux : ainsi des ouvrières de

La Lainière à Cambrai. Le 24, 10 000 enfants de Longwy sont descendus dans la rue, les femmes,

de Lorraine et du Nord, les avaient précédés de quelques jours en défilant dans Paris, pour réclamer le droit de travailler et de vivre au pays.

La gravité et la détermination de ces manifestations montraient clairement que cette lutte des sidérurgistes pour l'emploi était reprise par toute une population. Le 16 février, le Nord-Pas-de-Calais prenait le relais : les rues de Valenciennes retentissaient des cris de dizaines de milliers de manifestants : 60 000 avec ceux d'Usinor-Denain ! Dans le Nord, on sait déjà

ce que c'est que les restructurations d'Usinor, on sait qu'il faut réagir avec vigueur si on veut rester !

LE 8 ET LE 23 MARS : LA RIPOSTE NATIONALE

Et quand le temps de la colère est venu, face aux attaques des CRS, le 24 février à Longwy - quand l'émetteur de télévision occupé par les sidérurgistes a été investi par la police - et le 7 mars à Denain, après l'agression policière

contre un car de sidérurgistes à St-Amand, lors de la manifestation sur le commissariat, la population s'est associée à ces ripostes violentes, et là encore, les sidérurgistes n'ont pas été seuls.

La manœuvre d'isolement n'a pas réussi, et ce sont des milliers de travailleurs qui ont répondu à l'appel des syndicats, dans toute la France le 8 mars pour protester contre l'intervention inadmissible de la police contre les travailleurs en lutte (10 000 à Marseille par exemple). Non, la lutte des sidérurgistes n'était pas isolée. Le 23 mars, à Paris,

le nombre de délégations d'entreprises et de régions, et l'accueil enthousiaste des travailleurs de la région parisienne n'ont été que le moment privilégié d'un soutien qui s'est sans cesse renouvelé : que de télégrammes, messages, délégations sont arrivés à Denain et à Longwy ! Que de témoignages et d'invitations aussi dans les autres boîtes en lutte : les plus marquants furent peut-être ceux des travailleurs de la SFP qui, en grève eux-mêmes, sont allés filmer à Longwy. Notre Parti, avec ses forces, s'est mobilisé pleinement autour de sa campagne « Longwy, Denain, Dunkerque, solidarité ! ». Notre quotidien, l'Humanité rouge, s'en est fait l'écho.

Aujourd'hui, les journées de solidarité que nous organisons, les 29 et 30, à Dunkerque et à Denain, et le 13 mai à Fameck en Lorraine, sont une occasion de plus de donner la parole aux travailleurs, de leur laisser expliquer leurs luttes, leurs cibles communes, et leur soutien. Une occasion privilégiée pour la classe ouvrière de faire bloc avec la lutte des sidérurgistes, d'exprimer largement sa solidarité.

COUP POUR COUP



Contre la démobilité et la division, franchir la mauvaise passe

MARDI 24, par roulements, des groupes de sidérurgistes d'Usinor ont bloqué l'écluse du canal à grand cabarit. Il s'agissait des ouvriers travaillant dans les secteurs qui doivent être fermés au 1er août : parc, homogénéisation, agglomération, atelier wagon (en tout 400 personnes).

Un syndicaliste CGT nous a raconté la difficulté qu'il y a eu à organiser pour l'occasion, une action massive : les délégués sont passés dans les ateliers pour appeler les travailleurs à sortir, mais, finalement, peu ont suivi. La déception du délégué est bien compréhensible : « La lutte c'est dur, c'est plein de difficultés » me déclarait déjà Roger Boucot, délégué CGT au « mouvement », il y a quelques semaines. Et ce camarade me rappelait l'assemblée générale devant la porte Cavo à laquelle la CGT avait appelé en juin 1978 lorsqu'une rumeur lancée par un journaliste du Monde avait fait état d'un nouveau plan acier préparé en secret par le gouvernement durant les législatives, plan qui devait entraîner deux à trois mille licenciements à Denain. « On était 500, me disait Roger, beaucoup de gens n'y croyaient pas ». C'est vrai. Mais, aujourd'hui, depuis la marche sur Paris, il y a un mois, la mobilisation est retombée à Denain. Les signes en sont nombreux.

cembre 1980, pour leur demander de répondre dans un délai très court (quatre jours) à une question de taille : « Etes-vous d'accord pour accepter la dispense d'activité à partir de 50 ans ? ».

Ces lettres précipitées, (on parle de 2 000 lettres), ont suscité une réelle inquiétude dans l'entreprise. Il est clair que dans le droit fil de la réunion de synthèse du 6 avril consacrant le démantèlement morceau par morceau de l'usine de Denain, la direction d'Usinor a décidé de poursuivre son entreprise de division des sidérurgistes. Ainsi, dans l'immédiat, il importe de maintenir fermement l'unité d'une part dans les secteurs des travailleurs qui seront liquidés le 1er août et les autres travailleurs de l'usine et, d'autre part, les autres travailleurs qui ont reçu les lettres patronales et l'ensemble des sidérurgistes.

Solidarité entre les plus de 49 ans, les licenciés du mois d'août et tous les autres camarades de l'usine. Oui, il faut déjouer les manœuvres de la direction et se serrer les coudes pour poursuivre en commun la lutte dans l'unité. Pas d'action partielle par secteur ou par catégorie car c'est se placer sur le terrain du patron ! Il faut lutter tous ensemble et en même temps.

Pour tenter de briser la grève à Dunkerque, Usinor recrute partout où elle

peut, y compris à Denain. Le but est de remettre à feu au moins un haut fourneau. Ainsi que le déclare dans un tract la CFDT d'Usinor-Denain : « Si la manœuvre réussissait, ce serait un coup très dur à la solidarité entre les travailleurs » et le tract de conclure à juste titre : « Refusons de torpiller la grève à Dunkerque ! ». Mais évidemment, cette manœuvre patronale s'exerce parce que le terrain est, en quelque sorte, préparé par l'actuelle démobilité. Oui, c'est dur lorsqu'on a travaillé toute sa vie à Usinor de recevoir une lettre de mise en pré-retraite ; ça fait comme un coup, douloureux. Mais il ne faut pas céder au découragement. Nous, nous disons avec conviction : non, la démobilité n'est pas fatale !

LA DEMOBILISATION N'EST PAS FATALE

En renforçant leur unité les sidérurgistes d'Usinor-Denain (jeunes et anciens, syndiqués et non-syndiqués, cégétistes et cédétistes, licenciés de l'été prochain et licenciés de la fin de l'année prochaine), oui, tous, ensemble, solidaires, briseront la division patronale. Nous ne sommes pas de ceux qui désespèrent de la classe ouvrière. A Denain, c'est sûr, il y a une mauvaise passe à franchir. Par la lutte, elle sera franchie !

Rémi DAINVILLE

DIVISION PATRONALE

Et cette situation est évidemment mise à profit par la direction d'Usinor pour tenter de diviser les travailleurs et d'étouffer leur volonté de lutter contre tous les licenciements.

Le patron a envoyé des lettres individuelles, d'une part aux travailleurs postés, à travaux pénibles ou handicapés, de 49 ans et plus, pour les avertir d'un « départ obligatoire », et d'autre part à tous les travailleurs qui seront âgés de moins de 50 ans au 31 dé-

Un nouveau disque de La Lyre des travailleurs

A l'occasion des journées de solidarité, la Lyre des Travailleurs sort un troisième disque
Face A : *Hola Denain!*
Paroles et musique de Denis Delforge.
Chant pour une ville que les maîtres de forges veulent tuer et pour une lutte difficile semée d'embûches, chant de solidarité avec les sidérurgistes.
Face B : *La Soupe aux alopettes*
Paroles de Julien Leroux - Musique de Julien Leroux et Jacques Destailleur.
La complainte d'une ouvrière à l'heure du règne de Barre : de la résignation à la révolte.
(45 tours, prix : 15 F)



Usinor-Dunkerque : la lutte continue

ADUNKERQUE, les hauts-fourneaux poursuivent leur grève. Le train à bandes, d'où était parti le mouvement du 28 mars dernier (au parc à brames) a repris le travail le lundi 23, mais il n'y plus qu'un petit stock

de bobines et de tôles. De fait, pour ces travailleurs, contre le lock-out, la meilleure arme demeure la grève. Les autres secteurs de l'usine sont toujours en lock-out. Le 24, ceux de l'aciérie No 2 se sont mis en grève pour le paiement des lock-out.

MANŒUVRES DE LA DIRECTION

Le chef du personnel est venu au HF4 le 24 avril pour faire reprendre les gars. Il leur a dit que la direction ne céderait pas et que les grévistes étaient en train de mettre la société plus bas qu'elle ne l'était... Bref, il prétendait sensibiliser les travailleurs sur les « malheurs » d'Usinor, mais les grévistes ont rejeté ces discours et abandonné le chef du personnel, seul, au milieu des fourneaux. La direction a mis sur une reprise lundi matin à 5 heures et elle avait appelé à la reprise, à ce moment là pour 2% d'augmentation à valoir sur l'augmentation du 1er mai (c'est-à-dire que si le 1er mai, les travailleurs devaient avoir 2,6%, ils n'auront plus que 0,6%...). C'était déjà la proposition faite par la direction avant la marche du 6 avril et retirée ensuite devant la poursuite du mouvement. Aujourd'hui, la direction sort à nouveau l'idée de son tiroir misant sur l'essoufflement des grévistes. « Les perspectives à court terme ? », me déclare un délégué syndical CFDT, c'est continuer de soutenir le conflit ».

R.D.

Les démolisseurs du syndicat à l'oeuvre

La section CFDT « suspendue » d'Usinor-Dunkerque est loin d'être absente de la lutte. Ses militants sont en première ligne du combat et on les voit partout, ils organisent l'action, à la base, au coude à coude avec les travailleurs. Décidément, ceux qui ont pris la décision de dissoudre de fait l'organisation syndicale des sidérurgistes CFDT en sont pour leurs frais. Et on ne peut que s'indigner des méthodes utilisées par ces démolisseurs du syndicat : aujourd'hui la section est attaquée de toutes parts en justice et les calomnies les plus ignobles sont lancées contre son principal dirigeant. La FGM* a fait envoyer un huissier pour s'emparer du matériel d'impression de la section et celui-ci a été restitué par la section. Mais, à présent, un procès pour vol est engagé à propos de la prétendue disparition d'une ronéo SAM : pourtant, la FGM devrait bien savoir où se trouve cet appareil puisqu'elle a envoyé ses hommes de main fracturer le local syndical d'Usinor pour l'emporter.

R.D.

* FGM : Fédération générale de la métallurgie de la CFDT.

Un soutien qui vient de loin

LES chauffeurs de la SADO (Société des autobus de Dunkerque-Ouest) sont toujours en grève et ils ont le moral ! Une chose les a drôlement touchés et dont ils m'ont parlé tout de suite, c'est la lettre venue de Nantes, envoyée par une lectrice de l'Humanité rouge accompagnée d'un chèque de 40 F. « Il a eu de l'impact votre article, la preuve, on a reçu un soutien de si loin, c'est pas tant l'argent que cette marque de solidarité ! ».

Il me montre la lettre, elle est signée : « conductrice de bus solidaire des employés de la SADO, Nan-

tes ». « C'est par le journal l'Humanité rouge que j'ai appris que vous étiez en grève, je suis moi-même conductrice de bus et déléguée du personnel CGT suppléante » et plus loin, elle ajoute : « La solidarité à votre lutte sous toutes ses formes, est quelque chose de très très important. C'est un très grand moyen pour faire céder le patron ».

Les chauffeurs de la SADO ne diront pas le contraire ! Cette même solidarité, elle pourra s'exprimer lors de la journée de solidarité du 29 avril à Dunkerque, organisée par le PCML. Pour le moment, la

Correspondant Dunkerque.

USINOR - MARDYCK

Des acquis pour l'avenir

AUSINOR-Mardyck, la reprise du travail s'est effectuée le mardi 16 avril après une semaine de grève combative. Mais, on peut le dire, cette reprise s'est faite sans pessimisme, avec la certitude d'avoir changé quelque chose dans l'usine. De fait, l'entreprise, vieille de six ans, connaissait sa première occupation et son premier piquet de grève et chacun se félicite aujourd'hui de l'ardeur avec laquelle la lutte a été conduite. « C'était tout le contraire d'une grève de délégués », me déclare Joël Simon, le secrétaire de la section CGT : « Les gars ont pris eux-mêmes en charge leurs luttes. Pour les collectes, ils passaient dans les rues en collectant dans les casques. Pour les piquets, il y avait cinquante gars, jour et nuit au début pour leur friagerie-merguez... D'ailleurs, le piquet ce sont les gars eux-mêmes qui l'ont organisé ».

Il est certain que la direction s'est effrayée de cette combativité : deux jours après la reprise du travail, le CGT et la CFDT appellent à un meeting d'information. La direction, affolée, prend aussitôt des mesures pour bloquer toute l'usine car elle s'imagine que la lutte va être relancée...

Autre fait : la direction attendra une semaine avant de réouvrir véritablement les bureaux, sans doute craignait-elle une nouvelle occupation de ceux-ci ! Aujourd'hui, le patron se plaint de la détérioration du climat social dans l'entreprise...

Autre victoire de la lutte : la profonde unité syndicale entre la CGT et la CFDT. « Tout le monde s'en félicite à la CGT comme à la CFDT », me dit Joël Simon.

VIGILANCE !

Actuellement, la mobilisation reste de rigueur car la direction prépare des mauvais coups. Elle prétend que l'occupation des grands bureaux a été organisée par un « commando extérieur à l'usine » (sic !), que les « grévistes ont fait la chasse aux non-grévistes à coups de gourdin », etc.

Le fond du sac, c'est que le patron menace de sanctionner des travailleurs et essaie de monter des dossiers (durant le conflit, les patrons ont fait filmer les grévistes). Il y a trois milliards de matériel qui ont rouillé durant la grève, s'indigne la direction qui envisage d'avoir recours à la loi anti-casseurs.

« C'est de leur faute, me déclare Joël Simon, ils auraient dû négocier tout de suite. Qu'ils s'en prennent à eux-mêmes ».

R.D.

Sidérurgistes immigrés, nos camarades

par Pierre BURNAND

FOYER Sonacotra de Thionville : les hommes qui vivent là étaient pour la plupart des sidérurgistes. La direction d'Usinor-Thionville les a licenciés en juillet 1977. Depuis bientôt deux ans, ils sont sans emploi. Les conditions de vie inhumaines auxquelles ils sont contraints sont aujourd'hui une menace qui pèse sur des milliers d'autres sidérurgistes. Car, le saviez-vous ? Plus de 40 % des sidérurgistes de Lorraine sont des travailleurs immigrés.

Les travailleurs immigrés qui sont en face de moi, dans le foyer Sonacotra, travaillaient tous à Usinor. Ils ont entre quarante et cinquante ans. Ils ont usé leur jeunesse et leur santé dans une usine dont les patrons, un jour de juillet 1977, les ont jetés à la rue. L'un d'eux raconte : « Beaucoup de travailleurs étaient déjà partis en départ volontaire car la direction avait annoncé que ceux qui partiraient avant février 1977 toucheraient une prime d'un million environ. Ceux qui resteraient après n'auraient rien, ils seraient licenciés. Ceux qui, comme nous, avaient travaillé 15 ans, 18 ans ou plus dans l'usine sont restés jusqu'au dernier jour. La direction a alors envoyé les lettres de licenciement. Entre 500 et 600 personnes ont été licenciées comme ça qui, pour la plupart, étaient des Algériens. Le jour où on a été licencié, la direction d'Usinor a dit : « Maintenant, il faut quitter le logement. » Une semaine après, j'ai reçu une lettre disant que si je ne quittais pas le logement, je serais

expulsé par la police. Finalement, nous nous sommes retrouvés au foyer Sonacotra ».

JEUNESSE ET SANTE USEES

Pendant 12 mois, ils ont touché les 90 % et maintenant, ils ne touchent que 600 F par mois. 600 F par mois pour vivre ! Voilà à quoi sont contraints des travailleurs qui ont souvent des enfants en Algérie. Partir en Algérie ? Mais voilà des hommes qui ont travaillé pendant 18 ans, 20 ans ou plus et qui perdraient ainsi tous leurs droits à la Sécurité sociale et à la retraite.

Cet autre sidérurgiste me dit : « Le chef de service m'a appelé à 20 h 30, le 27 juillet et m'a dit : « Tous ceux qui restent maintenant sont licenciés. Le lendemain on m'a dit : ceux qui ont plus de dix ans d'ancienneté ne sont pas licenciés ; vous continuez votre travail mais vous serez mutés ». Et puis, au bout du compte, après 24 ans de travail, j'ai été mis à la por-

te. J'ai 49 ans maintenant, dit-il, où est-ce que je vais chercher du boulot ? »

Depuis bientôt deux ans, toutes les portes se ferment devant lui. Dernièrement encore, il est allé à Forbach, pour rien. Et s'il trouvait un emploi, ce serait comme manœuvre. Pendant 24 ans, il a été fondeur, c'est le seul métier qu'il connaisse. Il a six enfants en Algérie, et malade, il n'a pas l'argent nécessaire pour se soigner. Et ces travailleurs, contraints de vivre avec 600 F par mois, sont aujourd'hui menacés d'être expulsés du foyer par les CRS, car ils refusent de payer les augmentations décrétées par la Sonacotra. Comment d'ailleurs, pourraient-ils payer ? Voilà ce que furent les conséquences des licenciements à Thionville.

LES 50 000 FRANCS

Et aujourd'hui, dans la sidérurgie, avant de licencier, les patrons cherchent à obtenir là aussi le maximum de départs volontaires, notamment de travailleurs immigrés. Un sidérurgiste immigré, délégué CGT à Sollac, nous donne son avis sur ce sujet : « Les capitalistes donnent 50 000 F si les travailleurs quittent leur emploi. Mais, moi par exemple, ça fait 18 ans que je suis à l'usine ; qu'est-ce que je vais faire avec 50 000 F. Je ne tiens pas à avoir 50 000 F. La vie maintenant est chère. Il y a beaucoup d'immigrés comme moi dans la sidérurgie qui ne sont pas d'accord avec les 50 000 F. Le chef de service a demandé qui voulait s'inscrire et beaucoup n'étaient pas d'accord. J'ai dit aux immigrés qui travaillent avec moi : « Ça fait 10 ans, 15 ans, 25 ans que vous travaillez dans la sidérurgie. Qu'est-ce que vous allez faire avec 50 000 F ? Maintenant en Algérie, si tu passes la visite, on te trouvera plein

de poussière dans les poumons. On ne te prend pas. Ceux qui ont 50 ans, 52 ans, ils ne trouveront plus de travail. Comment pourraient-ils vivre avec 50 000 F jusqu'à la retraite ? Beaucoup ont des maladies des poumons. A la visite médicale, on ne les prendra pas. Ils n'auront plus d'assurance et avec 50 000 F pas assez pour se faire soigner. Sans assurance, ils seront obligés de tout payer. Il y en a aussi qui acceptent les 50 000 F. L'immigré auquel personne ne parle, qui va de l'usine à sa chambre, le jour où il voit 50 000 F, il se dit que c'est beaucoup. Mais si tu discutes avec lui, il se rend compte que ce n'est pas beaucoup. La journée d'hôpital, c'est déjà 450 F. Si demain, j'étais au chômage ici, je ne prendrais pas les 50 000 F. Il y en a qui ont cinq, six, ou sept enfants. Qu'est-ce qu'ils peuvent faire avec 50 000 F ? ».

LES BENEFICIAIRES DES DIVISIONS

Il parle également de la lutte menée dans son secteur à l'usine : « On a fait grève plus de deux mois pendant quatre heures par jour. La direction du syn-

dicat nous a dit d'arrêter alors qu'on n'avait rien obtenu. Les responsables de la CGT sont contremaîtres, ingénieurs, chefs de poste. Ce sont des cadres dans l'usine, ce sont des cadres du patronat ». Il se souvient aussi du passé et déclare : « En 1976, déjà, il y a eu 2 200 licenciements à Sacilor-Sollac. C'était seulement des immigrés. A cette époque, j'avais dit : « Il faut faire quelque chose, démarquer la grève. Il faut aller dans les rues ». Les cadres de la CGT m'ont répondu : ce n'est pas possible : il y en a qui ont cinq enfants, d'autres six enfants ». J'ai répondu : si on ne se bat pas tout le monde sera licencié ».

Pendant des années, en effet, les capitalistes ont pu licencier des milliers de travailleurs immigrés dans la sidérurgie sans qu'une riposte soit organisée. Cela a dû peser d'un grand poids dans les difficultés actuelles pour organiser la riposte aux licenciements. Les capitalistes sont toujours les bénéficiaires des divisions de la classe ouvrière. Bien du retard est à rattraper aujourd'hui pour réaliser l'unité des travailleurs français et immigrés. Raison de plus pour y travailler avec ardeur.

Libérez Roger Marin

DEPUIS le 23 mars, un chômeur de Longwy est emprisonné à Paris. Il a été pris dans les rafles qui ont suivi la manifestation du 23 mars. Il a été condamné à 12 mois de prison dont 6 avec sursis par le tribunal des flagrants délits. A Longwy, son arrestation a suscité une émotion importante. Des manifestations ont eu lieu pour exiger sa libération ; des inscriptions de la CFDT, des affiches de la CGT exigent sa libération. Mais, en dehors de Longwy, qui donc connaît Roger Marin ? Les rassemblements de Denain, Dunkerque, Fameck, auront aussi pour rôle de contribuer à exiger sa libération, tout comme celle des jeunes et des travailleurs emprisonnés depuis le 23 mars.

Usinor-Longwy : vers l'épreuve de force

LA grève engagée mardi à l'aciérie contre le début du plan de restructuration se poursuit et doit prendre une dimension nouvelle vendredi. C'est ce jour en effet que l'approvisionnement en acier liquide va être totalement interrompu et le fonctionnement de l'usine bloqué. Jeudi la direction a rendu publique

une note de service indiquant que si vendredi à 14 heures le travail n'avait pas repris à l'aciérie, elle recourrait au lock-out des hauts-fourneaux, de l'agglomération et des hauts-trains. Il semble donc que l'on aille vers l'épreuve de force. On voit mal en effet comment la direction d'Usinor pourrait renoncer facilement au début d'application

de son plan de fermeture d'installations. Jeudi, de nombreux CRS ont pris position à Longwy, notamment dans l'enceinte du commissariat et dans d'autres endroits. Dans les jours qui viennent, il est probable que les travailleurs de Longwy auront plus que jamais besoin de la solidarité de tous les travailleurs.



Conférence nationale paysanne du PCML

Appel de solidarité aux sidérurgistes

La conférence nationale du Parti communiste marxiste-léniniste, réunie récemment et consacrée au travail du parti à la campagne, tient solennellement à marquer son entière solidarité, et à travers elle, celle des travailleurs de la terre de notre pays, aux ouvriers sidérurgistes du Nord et de l'Est, gravement menacés dans leur emploi par les monopoles et la politique de Giscard-Barre.

A l'heure où la classe ouvrière de notre pays doit faire front à la politique de chômage de la grande bourgeoisie, la paysannerie laborieuse doit, bien que dans des conditions différentes, faire face aux menaces qui pèsent sur l'emploi dans le secteur agricole. Aujourd'hui,

une exploitation agricole est liquidée toutes les vingt minutes, ce qui représente à chaque fois plusieurs actifs.

Et malgré les assurances démagogiques du gouvernement, il est sûr que la nouvelle loi d'orientation de la politique agricole qu'il a mise au point ne fera qu'accélérer le processus d'élimination des petites exploitations jugées non rentables par les trusts agro-alimentaires, le négoce et le Crédit agricole d'une part, et par les représentants des gros agriculteurs aisés à la tête des organisations professionnelles d'autre part.

La restructuration dans l'industrie, notamment dans le secteur sidérurgique et dans l'agriculture, ne sont qu'une seule et même politique économique et sociale au service de l'argent et des monopoles capitalistes de notre pays.

Cette politique exprimée par celle du gouvernement actuel s'attaque aux classes productrices, la classe ouvrière et la paysannerie.

La seule réponse possible, c'est l'unité, l'unité, encore l'unité ! L'unité de la classe ouvrière d'une part et l'unité des travailleurs des villes et des campagnes d'autre part.

A des centaines de kilomètres, c'est la même lutte que nous menons

LES ouvrières de SPIRAM, en lutte depuis six semaines, adressent leur salut fraternel à tous les sidérurgistes du Nord et de Lorraine. Le pouvoir et le patronat de la sidérurgie vous portent un coup sévère en vous privant d'emplois par milliers. Dans l'habillement et le textile, nous connaissons aussi la restructuration avec son cortège de fermetures et de licenciements. Et pour celles qui ont du travail, quel travail et dans quelles conditions : des cadences qui montent en flèche et des salaires qui plafonnent au SMIC, dans un climat d'insultes permanentes de la part de l'encadrement.

C'est contre tout cela que nous sommes rentrées en lutte. Et nous avons tenu six semaines, malgré les difficultés. Car c'est dur de faire une grève pour les femmes : tenir les piquets de grève, participer aux manifestations, aller faire des collectes quand il faut continuer à s'occuper de la maison, des enfants et du mari parfois.

Mais nous l'avons fait et nous avons prouvé ainsi que les femmes ne sont pas des demi-portions, des incapables tout juste bonnes pour les casseroles et le travail en silence, comme le disait un membre de la direction. Et quelle que soit l'issue de notre conflit, nous aurons montré que se battre était possible, que les ouvrières ne se laissent pas écraser sans rien dire.

Vous aussi, vous vous battez et vous avez raison. C'est

tous ensemble que nous ferons céder les patrons. Ceux qui n'ont plus d'emplois, pour le conserver, ceux qui ont encore du travail, pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. A des centaines de kilomètres, c'est la même lutte que nous menons. Soyons solidaires et unis, c'est notre force.

Les hospitaliers de Grenoble participeront

UNE délégation des travailleurs du centre hospitalier de Grenoble sera présente le 29 à Dunkerque et le 30 à Denain. Il est encore trop tôt pour en donner le nombre et la mobilisation se poursuit.

Pour nous, un problème important se pose : celui du travail le week-end qui fait que certains amis ne pourront se libérer le 29 ou hésiteront à « sacrifier » un de leurs week-end de congé. Néanmoins, nous avons convenu à en parler autour de nous et

il est sûr que certains sympathisants du parti ou simplement syndicalistes y participeront.

Nous avons prévu de réaliser un panneau retraçant les luttes de ces dernières années à travers les nombreuses photos dont nous disposons. Nous amènerons également certains documents tels que tracts du parti ainsi qu'un message de solidarité envoyé par la section CFDT aux sidérurgistes de Denain et Longwy. Nous aurons également une brochure de comité de parti Rhône-Alpes sur la lutte des élèves-infirmières.

Sidérurgie, téléphonie, solidarité !

Message de la cellule du PCML d'Ericsson-Brest

L'ISSUE de la lutte des sidérurgistes est importante pour toute la classe ouvrière. Si nous laissons patronat et gouvernement nous battre dans la sidérurgie, c'est la porte largement ouverte pour l'application de leur plan de licenciements massifs pour d'autres secteurs et en particulier la téléphonie, où ce sont 20 000 emplois qui sont menacés pour les trois ans qui viennent.

Parce qu'il est important pour nous tous que nos camarades sidérurgistes gagnent, notre cellule participera aux journées de solidarité organisées par le Parti. Nous sortons d'une lutte de trois semaines contre des menaces de licenciements. Grâce à l'unité syndicale, à la détermination des travailleurs et à la solidarité ouvrière brestoise, nous avons réussi à faire reculer le patron.

Nos camarades sidérurgistes ont d'autres expériences de lutte et il est important que toutes ces expériences soient échangées : cela nous fera tous progresser. Il est temps de stopper l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie là où celle-ci frappe le plus fort : la sidérurgie.

Téléphonie, sidérurgie, même combat.

Il était tard quand nous nous sommes quittés

Nantes, correspondant. L'URSS de la Paix de Brest-Litovsk à ce qu'elle est devenue aujourd'hui, de Staline aussi, de la politique de Front uni, de la résistance à la guerre sino-japonaise...

DISCUETER de la proposition du PCML de se rendre à Dunkerque à l'occasion des journées de solidarité aux sidérurgistes du Nord et de Lorraine, c'était l'objet de la rencontre que j'ai eue avec Joël, ouvrier de BLM. (Usine de métallurgie nantaise qui sort d'une longue grève de cinq semaines contre les licenciements.

Bref, des différences de point de vue entre nous sur certains points mais une grande convergence sur la lutte à mener contre la bourgeoisie et sur l'unité de classe à construire.

Il était tard quand nous nous sommes quittés en nous donnant rendez-vous pour mettre au point le départ pour le 29.

Après l'invitation lancée aux sections syndicales de BLM, nous espérons que d'autres gens de la boîte se joindront à nous !

Ceux qui viendront à Dunkerque

LES travailleurs de plusieurs dizaines d'entreprises nous ont annoncé leur participation au rassemblement de Dunkerque.

De la région parisienne : Thomson (Bagneux), LMT (électronique), Renault-Billancourt, CIT, hôpital Corentin Celton, foyer Sonacotra d'Elancourt, Crédit lyonnais, Alstom-St-

Ouen, Kodack-Vincennes, hôpitaux du 93, SFP, Renault-Flins, Cables de Lyon, SNCF (gare de l'Est), Lang, Winterthur, Olida (Levallois), International Harvester, Tréfinmétaux, Sneema-

Corbell, des postiers de différents centres de tri, Ducos (Stains), Vermiculite (Nanterre).

De la région Midi-Pyrénées : Habillement (Toulouse), bâtiment (Toulouse), Motorola (Toulouse), Bosch (Rodez), Manuval (Aveyron).

De l'Ouest : Réhault (Fougère), Ericsson (Brest), AOIP (Guingamp), Arsenal de Brest, Arsenal de Lorient, Brissonneau (Nantes), Guillouard (Nantes), LMT (Nantes), SNCF (Le Mans), Renault (Le Mans), des syndicalistes et des ouvriers agricoles du Perche.

D'Auvergne : Société métallurgique de Gerzat, Michelin, Tanneries du Puy.

De Montpellier : Eurocéral, Sud-Color, CIB (bâtiment).

De Rhône-Alpes : Raymond-Bouton (Grenoble), Thomson-Sescosem (Grenoble), Rhône-Poulenc viscoses (Grenoble), Ronis (Lyon), Paris-Rhône (Lyon) hôpital (Grenoble).

De la région Centre : CEPEM (Thermor-Orléans), Orlane (Orléans), Malchaud (Orléans), Rivière Casalis (Orléans), PTT (Orléans).

Et d'autres encore. Les sidérurgistes auront la parole : des sidérurgistes de Dunkerque, de Denain, de Lorraine apporteront leurs témoignages.

D'autres délégations et travailleurs feront part de leurs luttes : les filles de l'habillement de Toulouse, les ouvriers d'Ericsson Brest, etc.

Des sidérurgistes allemands, espagnols, belges, manifesteront la solidarité internationale des travailleurs.

Au programme des journées de solidarité

DUNKERQUE le 29 avril 1979

En fin de matinée, sera organisée un tour commenté de la ville (port, Usinor, etc.) et seront possibles des rencontres avec la population à Saint-Pol et Grande Synthe.

La journée se poursuivra l'après-midi à partir de 14 heures Salle du Fort-Louis, rue du Fort-Louis avec :

TROIS TEMPS FORTS

Un spectacle théâtral « *L'endroit nous le remettons ce monde à l'envers* », du théâtre du Printemps, qui évoque la vie, les expériences et la prise de conscience d'un jeune ouvrier du Nord à la recherche de travail en 1979.

Un échange des délégations sur la lutte contre les licenciements et la solidarité avec les interventions de sidérurgistes, de travailleurs de l'électronique, de travailleurs et vacanciers d'autres entreprises menacés et en lutte contre les licenciements.

Une intervention du secrétaire général du Parti communiste marxiste-léniniste. D'autres activités seront prévues.

Réunions et échanges autour des stands à entreprises.

Discussions en groupes restreints par thèmes : le chômage dans la jeunesse, action syndicale pour l'emploi, les tactiques et formes de lutte, la division de la classe ouvrière, le chômage des femmes.

Discussions avec les journalistes de *L'Humanité rouge* et avec les militants du Parti communiste marxiste-léniniste au stand du Parti.

Informations et achats à un stand de livres principalement consacrés à la vie et aux luttes de la classe ouvrière.

Et encore des moments culturels.

Chansons nouvelles de *La Lyre des travailleurs* consacrées à la situation actuelle dans le Nord.

Un spectacle théâtral « *On a déjà vu ça quelque part* » par une équipe de jeunes travailleurs. L'équipe de la Lingerie de Hem, qui terminera la journée vers 21 heures.

DENAIN le 30 avril 1979

En fin de matinée, rencontres et visites des comités de sidérurgistes de Denain, Louches et Escudain.

L'après-midi, le programme est analogue à celui de Dunkerque avec des horaires plus stricts et un espace plus limité, le meeting aura lieu à la Salle des conférences, rue Roger Salengro à Denain.

Dunkerque, Denain Longwy, solidarité!

Le parti communiste marxiste-léniniste

3F

Pour commander cette brochure, écrivez au journal.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à *L'Humanité rouge*, boîte postale 61 - Paris Cédex 18.

NOM. Prénom.

Profession.

Adresse complète.

Abonnez-vous à *L'Humanité rouge* Quotidien

1 an	350 F
6 mois	180 F
3 mois	90 F
1 mois	30 F (22 No)

A propos de la visite
du président des syndicats soviétiques en France

Au pouvoir en URSS, une nouvelle bourgeoisie

« **D**ÉMOCRATIE socialiste en URSS », les dirigeants soviétiques n'arrivent pas d'en parler; et les dirigeants du PCF représentent complaisamment cette

propagande. Mais la vérité, c'est qu'il y a en URSS aujourd'hui une dictature fasciste exercée par une nouvelle bourgeoisie. Certes, les moyens de production appartiennent pour l'essentiel à l'État, qui en

est formellement propriétaire. Mais qui se les approprie? Qui les gère? Qui en bénéficie?

Pas les travailleurs! Eux sont contraints de trimer au maximum et toutes sortes de règlements ont été imaginés pour les exploiter.

Les propriétaires réels des moyens de production, forment une caste privilégiée de nouveaux bourgeois. Ils ont tout pouvoir — tellement que nombre d'entre eux se livrent à une production clandestine — sur le dos des ouvriers. Et si l'État en réprime parfois les auteurs, la corruption est telle que cela peut souvent passer inaperçu pendant des années.

Un simple exemple de corruption: 26% des étudiants ont pu entrer à l'université grâce aux pots

de vin versés par papa aux autorités compétentes.

Cette classe bourgeoise d'État dispose de privilèges exorbitants: voitures spéciales, magasins spéciaux, dachas spéciales, territoires de chasse spéciaux, etc. Ces privilèges sont indélimitables: en réalité, c'est tout l'État qui lui appartient et qu'elle utilise à sa guise.

Finalement, si l'on veut parler de « démocratie » en URSS, il faut parler de « démocratie corrompue réservée aux nouveaux bourgeois d'État » entre eux, pour eux et pour eux seulement. Et la condition de cette pseudo « démocratie » corrompue, c'est l'exploitation et l'oppression de l'immense majorité du peuple.

Jean SCHUBERT

FOOTBALL : URSS - GRANDE-BRETAGNE

Entendu sur les ondes soviétiques Authentique!

Le texte qui suit est extrait d'un reportage radio-télévisé d'un match de foot entre les équipes nationales d'URSS et de Grande-Bretagne. Le commentateur est bien entendu un journaliste sportif soviétique. On peut trouver ce texte dans la brochure du COBOM.

(...) Ainsi donc l'arbitre Bideau, dont il faut bien dire qu'il mène à la perfection la rencontre d'aujourd'hui, vraiment magnifiquement. Il vient d'adresser un avertissement à un joueur britannique et le match continue. Et de nouveau, chers camarades supporters, chers téléspectateurs, vous voyez sur vos écrans le duel entre l'attaquant, l'avant-centre anglais, le pro du Club Star, Bobby Leyton, et notre magnifique socier du ballon rond, un jeune enseignant de l'école normale de Moscou, Vladimir Lialine. Volodia Lialine est le capitaine et le chéri de notre équipe nationale.

qui, entouré des autres joueurs du centre, progresse vers notre surface de réparation. De nouveau sur son chemin se dresse notre Vladimir Lialine, notre Volodia. Les feintes de l'Anglais ne l'abuseront pas. Il lui barre le chemin de nos buts (...)

(...) Oui, c'est étrange, très étrange cette décision incompréhensible de l'arbitre Bideau. Il prend un simple coup d'épaule pour une violation des règles du jeu et siffle un pénalty contre nous. C'est désagréable, très désagréable, c'est injuste et... Hm... et voilà qu'on me communique que cet arbitre Bideau est bien connu de nos journalistes comme un des plus vendus parmi les politiciens du sport qui a collaboré avec les services hitlériens pendant l'occupation. Alors, voilà, on installe la balle sur la ligne des onze mètres. Qui va tirer? (...)

(...) L'arbitre Bideau siffle hors-jeu. Cet arbitre français mène le jeu de manière magnifique, excellente, sévère et sportive, un arbitre de niveau international, un vrai. On tire le coup franc à partir de nos buts. Par ricochet, la balle arrive de nouveau chez Bobby Leyton

BLOC-NOTES

PERPIGNAN

Soirée-débat sur l'agression vietnamienne au Cambodge.
Le jeudi 3 mai, à 21 h, salle Arago, à Perpignan.

La cellule François Marty du Parti communiste marxiste-léniniste organise une soirée-débat avec montage-diapos sur l'agression des troupes vietnamiennes au Kampuchea démocratique. Participeront à cette soirée: Alain Castan, membre de la délégation du PCMI qui s'est rendue au Kampuchea démocratique, le CISKD de Montpellier (le Comité d'information et de soutien au Kampuchea démocratique) ainsi que le Comité des patriotes du Kampuchea.

l'humanité rouge

Directeur politique: Jacques Jurquet
Rédacteur en chef: Jean Quercy
Chefs de rubrique: Intérieur: Claude Buisson
Front ouvrier: Gilles Carpentier - International: Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance:
BP: 61 75861 Paris cédex 18
CCP: 30 226-72 D La Source
Tel: 205-51-10

Directeur de publication: André Druasne
Commission paritaire N° 57 952
Distribution N.M.P.P.
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

ALLEMAGNE DE L'EST

Solidarité avec le dissident Robert Havemann

UN certain nombre de personnalités allemandes ont exprimé leur solidarité avec le dissident allemand, Robert Havemann, pratiquement incarcéré chez lui depuis deux semaines et en résidence surveillée depuis deux ans et demi. Parmi ces personnalités, on retrouve nombre d'écrivains expulsés ces deux dernières années d'Allemagne de l'Est, comme Wolf Biermann, Jürgen Fuchs et Gerulf Pannach, et aussi des personnalités ouest-allemandes connues pour leur défense des droits démocratiques, comme l'écrivain H. Böll, Prix Nobel, le pasteur Gollwitzer et le syndicaliste Heinz Erandt.

URSS

Arrestation d'Alexander Skobov, membre de « Opposition de gauche »

Communiqué
d'Amnesty International

AL'OCCASION du voyage en URSS de Giscard d'Estaing, voyage qui va porter au premier plan de l'actualité les relations entre les peuples français et soviétique, le groupe 122 de la section française d'Amnesty International estime nécessaire de rappeler les nombreuses violations des droits et libertés de la personne humaine qui se perpétuent en URSS.

Étudiant en 4e année d'histoire à l'université de Leningrad, Alexander Skobov a été arrêté le 14 octobre 1978 par le KGB. Selon le Times du 19 novembre, il a été inculpé d'« agitation antisoviétique » en vertu de l'article 70 du code pénal, ce qui le rend passible d'une peine de 7 ans de camp de travail suivis de 5 ans d'exil interne.

Selon les informations recueillies par Amnesty International, Alexander Skobov aurait animé un groupe de jeunes intitulé: « L'opposition de gauche » dont l'activité consistait en discussions sur des questions d'art, de philosophie, de politique. Organisé depuis 18 mois, le groupe réunissait des jeunes gens de Leningrad, de Moscou, de Biélorussie, de Moldavie, des Républiques baltes, et devait organiser une conférence pansoviétique de la nouvelle « opposition de gauche » en octobre.

Selon les dissidents, pour protester contre l'arrestation de Skobov et d'un autre membre du groupe, une manifestation de plus de 200 étudiants et lycéens aurait été organisée place Notre-Dame de Kazan à Leningrad et brutalement dispersée par la police.

Le KGB aurait alors lancé une campagne « d'information politique » contre ce groupe dans les facultés et dans les écoles.

Alexander Skobov aurait été envoyé à l'institut Serbski à Moscou, ce qui laisse craindre que les autorités soviétiques ne veuillent ainsi briser sa résistance et le faire passer pour malade mental afin de ne pas organiser de procès public.

Télévision

A la télévision, ce week-end

SAMEDI 28 AVRIL - ANTENNE 2 - 22 h
La révolte des vignerons

80 000 manifestants le 5 mai 1907 à Narbonne, 150 000 à Béziers le 12. Ces manifestants — des petits viticulteurs déjà menacés de liquidation et frappés de plein fouet par le phylloxéra qui ravage la vigne. Toute une région se lève: les Pyrénées Orientales, l'Aude, le Gard et l'Hérault, quatre départements dont l'économie est basée sur la viticulture. De cette grande lutte, il est probable que Alain Decaux retiennent surtout des anecdotes sur le leader des petits viticulteurs, Marcellin Albert. A voir quand même.

DIMANCHE 29 AVRIL - TF1 - 18 h 25
Ce diable d'homme: Voltaire

C'est la reprise du feuilleton passé, il y a un an, sur une autre chaîne. Le premier feuilleton porte sur la jeunesse du grand philosophe au temps de la Régence, après la mort de Louis XV. Déjà, Voltaire se retrouve à la Bastille à cause d'un pamphlet qui vise un grand seigneur féodal: Monsieur de Rohan. Une vie passée à combattre l'absolutisme du système féodal.

DIMANCHE 29 AVRIL - TF1 - 20 h 35

L'horloger de Saint-Paul

Ce film de Bertrand Tavernier est tiré d'un roman de Simenon. Le fils d'un commerçant lyonnais commet un crime, c'est l'occasion pour son père de s'interroger sur ce fils qu'il a élevé et sur la réalité sociale. Ce film de Tavernier qui a aussi réalisé *Les enfants gâtés* et *Que la fête commence* marque un tournant dans le cinéma français et un retour à un cinéma de qualité au scénario bien structuré en relation avec la réalité sociale contemporaine. Il faut noter la présence de Philippe Noiret et Jean Rochefort.

DIMANCHE 29 AVRIL - ANTENNE 2 - 20 h 35

Un privé dans la nuit

C'est un feuilleton policier en trois épisodes. L'auteur du livre dont ce film est tiré s'appelle Dashiell Hammet. C'est lui, entre autres, qui a introduit le personnage du détective et du policier privé. Cette apparition du policier privé veut refléter une défiance vis-à-vis de la police officielle, connue pour être liée aux intérêts et aux puissances économiques en place. Dashiell Hammet a fait de la prison dans les années cinquante au moment du maccarthysme. Il s'opposait à la répression dont étaient victimes les communistes et les démocrates.

DIMANCHE 29 AVRIL - ANTENNE 2 - 22 h 20

Albert Einstein.

La deuxième partie de la vie passionnante du grand savant.

DIMANCHE 29 AVRIL - FR 3 - 20 h 30
Raymond Bernard

Des témoignages du fils de Tristan Bernard qui, en 1933, a porté les *Misérables* de Victor Hugo à l'écran

DIMANCHE 29 AVRIL - FR 3 - 21 h 30
Nuit et brouillard

On connaît la chanson de Jean Ferrat qui raconte les trains de la mort aboutissant aux camps de concentration. Ce film est d'Alain Resnais, d'après un texte de Jean Cayrol, ancien déporté. Ce film constitué, entre autres, de documentaires de guerre tournés clandestinement est diffusé à l'occasion de la journée de la déportation. Après l'acquiescement récent des quatre criminels nazis, il constitue une mise en garde contre une renaissance de l'antisémitisme.

LUNDI 30 AVRIL - TF1 - 20 h 35
Sept morts sur ordonnance

Un film de Rouffio d'après un scénario de Georges Conchon. Basé sur un fait divers, ce film dénonce les abus des grands mandarins de la médecine. Il inaugure toute une série de films qui traitent de la réalité française comme *L'argent des autres*, *le Sucre*, *Un si joli village*. Certains peuvent être définis comme des « comédies à la française ». On se souvient de l'interprétation de Piccoli, Vanel et Depardieu avec aussi Coline Serreau.

LUNDI 30 AVRIL - A 2 - 20 h 35
L'Europe et nous

Débat sur les élections européennes qui auront lieu le 10 juin, avec ce soir-là, Mitterrand, Marchais, Debré et Simone Veil.

LUNDI 30 AVRIL - A 2 - 21 h 40
Avec Claude Nougaro

Un chanteur très chaleureux qui emprunte beaucoup de ses airs à l'Amérique latine et aux Noirs américains. Certaines de ses chansons combattent le racisme.

Le président de la République rencontre Brejnev

Giscard ne fait pas le poids !

Le but essentiel de la visite de Giscard, c'est de signer des contrats, d'emporter des marchés. Samedi doit être signé un accord décennal de coopération économique.

Les échanges s'élevaient déjà à 12 milliards de francs (1978). Et l'Union soviétique n'achète pas n'importe quoi à la France : des équipements pétroliers, des produits chimiques, etc. Un important contrat signé en 1976 portait sur la livraison par PUK d'une usine d'alumine à Nikolaevsk. Les négociations actuelles portent sur une somme globale de 8 milliards de francs : livraison d'équipements téléphoniques, d'une usine d'aluminium, de plates-formes pétrolières, d'une usine de tôles au silicium, etc.

Certes, les monopoles français trouvent là d'importants débouchés qui satisfont leurs intérêts immédiats.

DES MARCHANDISES D'IMPORTANCE STRATÉGIQUE

Mais il faut comprendre aussi l'importance stratégique que ces importations ont pour l'Union soviétique. L'exemple des équipements pétroliers est, à cet égard, éloquent : ils permettent à l'Union soviétique de développer sa production pétrolière, le pétrole ainsi produit sera livré ensuite en partie à la France et aux autres pays occidentaux — et, grâce aux équipements français —, le Kremlin aura ainsi le moyen de contrôler au moins en partie l'approvisionnement énergétique de la France : quel formidable moyen de pression alors sur notre pays ! Cela n'équivaut-il pas à donner à l'Union soviétique un bâton qu'elle pourra ensuite retourner contre nous ? N'est-ce pas là une politique de myope, eu égard à l'intérêt national de la France et de son indépendance.

UNE DETTE ÉNORME

Mais ce n'est pas le seul avantage pour l'URSS. Car elle achète tout à crédit — et remboursera plus tard. La dette soviétique envers l'Occident s'élevait, fin 1977, à 16,3 milliards de dollars, soit, pour donner un ordre de grandeur, à peu près 15 fois le volume des exportations soviétiques vers la France en une année. Et comme le commerce extérieur soviétique continue à accuser un déficit, c'est-à-dire que les importations dépassent les exportations, la dette continue à s'accroître... Cela crée une situation dangereuse et, récemment, l'ONU a tiré la sonnette d'alarme. Est-il irréaliste d'imaginer qu'un jour l'URSS pourrait envisager de se libérer de ses dettes énor-

Sacrifier l'avenir aux Affaires : une politique à courte vue

GISCARD est à Moscou depuis jeudi soir pour la deuxième fois depuis le début de son septennat. Encore une fois, la télévision française fait assaut de galanterie et de politesse à l'égard du maître du Kremlin et se met à « l'heure soviétique ». Ce pays des camps, des procès et de l'étouffement de toute démocratie nous est encore une fois présenté sous les couleurs les plus roses. Car si Giscard est allé à Moscou, ce n'est pas pour s'enquérir du sort des « dissidents », des emprisonnés ou des simples travailleurs — c'est avant tout une histoire de gros sous : Giscard n'est pas le représentant du capital monopoleur français pour rien !

Les grandes dates des relations franco-soviétiques

Les relations franco-soviétiques se sont développées à partir de 1960, à l'initiative de De Gaulle et de Khrouchtchev. De Gaulle y voyait un moyen pour contre-balancer l'influence américaine en Europe. Khrouchtchev y voyait un moyen de faire une percée en Europe, afin notamment d'y trouver des crédits et la technologie qu'il souhaitait y trouver.

- 1960 : Première visite officielle d'un dirigeant soviétique en France ; entretiens De Gaulle-Khrouchtchev.
- 1966 : Visite de De Gaulle en URSS, rencontre avec Brejnev.
- 1970-1975 : cinq rencontres au sommet franco-soviétiques.
- 1977 : Brejnev à Paris.
- Avril 1979 : Giscard à Moscou.

mes par un coup de force, c'est-à-dire par une guerre dirigée précisément contre les pays débiteurs ?

Car si, sur le plan financier, l'URSS est en position de faiblesse par rapport au capital monopoleur français, sur le plan militaire, les forces soviétiques sont incontestablement supérieures au potentiel occidental et c'est un atout de taille.

Les embûches de la coopération

En dépit des vœux des dirigeants soviétiques et du capital monopoleur français, les échanges franco-soviétiques ne se développent pas à la vitesse qu'ils souhaiteraient. En 1977, Giscard et Brejnev avaient convenu du triplement des échanges de 1975 à 1979. Mais, en 1978, il y a eu au contraire une baisse de 5,8 % et de 10,3 % en ce qui concerne les exportations françaises.

Pourquoi cela ? Il y a plusieurs raisons.

D'une part, le Kremlin, dans sa recherche de plus grands pro-

fits, préfère souvent s'adresser aux entreprises allemandes ou japonaises, plus compétitives. Si la France a été le premier pays occidental à développer en grand les échanges avec l'Union soviétique, elle n'est maintenant que le troisième partenaire commercial occidental de l'URSS après le Japon et l'Allemagne de l'Ouest.

La seconde raison réside dans les problèmes liés au financement. Vu l'endettement croissant de l'URSS, il est normal que les milieux de la finance soient quelque peu réticents à lui accorder encore de nouveaux crédits.

La troisième raison tient à l'URSS elle-même. Si elle a besoin de la technologie occidentale, notamment pour développer les secteurs stratégiques de l'économie, elle n'arrive pas à mettre pleinement à profit et avec rapidité les équipements qui lui sont livrés et accuse un retard croissant dans ce domaine. N'est-ce pas là le signe de cette tendance au « pourrissement » que Lénine discernait dans le développement des monopoles et à laquelle n'échappent pas les monopoles d'État à la soviétique ?

Des ingérences permanentes dans nos affaires intérieures

Sans arrêt, l'Union soviétique s'ingère dans les affaires intérieures de la France. Selon certaines sources, elle y entretient plusieurs milliers d'espions. En 1972, le gouvernement français publiait un rapport en recensant 250. Plusieurs ont d'ailleurs été expulsés — discrètement — par les autorités françaises.

En 1976-1977, la présence de « chalutiers » équipés de multiples antennes — des navires espions — ont sillonné les côtes bretonnes.

Mais il n'y a pas que l'espionnage ! L'Union soviétique s'ingère aussi directement dans la

vie politique française et proteste sans arrêt contre toutes les critiques adressées par tel ou tel à l'Union soviétique. Un exemple : l'an dernier, la télévision française a passé un film sur le goulag soviétique (camp de travail forcé). Aussitôt, le Kremlin a poussé les hauts cris, comme si c'était à lui de faire la loi chez nous. Et pas plus tard que mardi, encore une fois, la Pravda a dénoncé les « forces qui, malheureusement, ne sont pas favorables au renforcement, chaque année, de la coopération soviéto-française ».

On se souvient aussi qu'à la veille de l'élection présidentielle de 1974, l'ambassadeur soviétique en France avait ostensiblement reçu Giscard d'Estaing, marquant ainsi la préférence du Kremlin. D'ailleurs l'actuel ambassadeur, un certain Tcherononko, est un expert en ingérences dans les affaires intérieures du pays où il se trouve. C'est lui qui, en août 1968, à Prague, avait dirigé les chars soviétiques vers les points stratégiques de la capitale tchécoslovaque et ses salons étaient un lieu de conspiration ouverte contre le gouvernement légal du pays.

Giscard et la fable de la détente

PENETRATION hégémoniste au Vietnam, coup de force pro-soviétique en Afghanistan, militaires soviétiques en Afghanistan, en Erythrée, agression contre le Cambodge — ce sont là des faits connus de tous sur le rôle que joue l'URSS dans le monde.

Et pourtant, Giscard disait, lors de sa dernière conférence de presse, le 15 février dernier :

« Je considère les dirigeants de l'Union soviétique comme étant attachés à la paix et n'ayant nullement l'intention d'entreprendre ou de déclencher une action militaire susceptible d'affecter l'Europe de l'Ouest. Je peux préciser que c'est leur état d'esprit. »

Une question alors, Monsieur Giscard : pourquoi l'URSS renforce-t-elle donc tellement son potentiel militaire, alors qu'en Europe, elle a déjà la supériorité sur les forces de l'OTAN ?



Un missile soviétique de type SS-15 Slogg. Des missiles plus récents les SS-21, pointés sur l'Europe, viennent d'être installés en Allemagne de l'Est.